

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan indien

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 14 octobre 2024

Comores

Révision à la baisse de la croissance pour 2024

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), la croissance du PIB a été révisée à la baisse pour 2024, à +3,3 % contre une prévision initiale de 3,8 %. Dans le détail, la croissance du secteur primaire a été revue à la baisse (+2,5 %) en raison d'un repli de la production agricole et des activités de la pêche au 1^{er} semestre 2024. Le secteur secondaire devrait également connaître une croissance moindre que prévue (+2,9 %) du fait des contreperformances de l'agro-alimentaire, de la construction et de la production d'électricité sur les 6 premiers mois de l'année. Quant au secteur tertiaire, la hausse devrait être de +3,4 %, pénalisée par le repli des services d'hébergement et de restauration, ainsi que des activités du commerce au 1^{er} semestre. La consommation finale des ménages devrait croître de +3,2 %, ralentie par l'inflation alimentaire mais soutenue par l'augmentation des transferts financiers de la diaspora. Concernant l'investissement, il devrait croître de +3,0 % grâce à la hausse des investissements publics au 1^{er} semestre. Quant aux exportations et importations de biens et services, elles devraient augmenter de respectivement +3,2 % et +3,1 % cette année.

Djibouti

Lancement du projet PROSPERO de l'ONEAD en partenariat avec Veolia

L'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD) a lancé le 9 octobre 2024 le projet PROSPERO. L'objectif est de sécuriser les sources d'approvisionnement en eau, via des forages, la station de dessalement de Doraleh et le transfert frontalier avec l'Éthiopie. Il devrait également permettre de réduire les pertes en eau techniques et commerciales et améliorer l'efficacité des réseaux d'eau dans l'ensemble du pays. Soutenu par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne, le projet est réalisé en partenariat avec Veolia et SEURECA. L'amélioration des services de l'ONEAD, régie par un contrat de performance signé entre l'office national et l'État, est d'autant plus cruciale que Djibouti dispose de faibles ressources en eau. Le pays peine à assurer un accès constant en eau potable à sa population avec des ressources en constante baisse, Djibouti étant depuis 1992 sous le seuil de pénurie extrême en termes de disponibilité en eau.

(500 m³/habitant/jour). En cinq ans, le programme ambitionne de faire de l'ONEAD un acteur de référence en Afrique pour la gestion durable des ressources hydriques.

Éthiopie

Ethio-Telecom entame son processus de privatisation par la vente de 10 % de son capital au public

La société d'État Ethio-Telecom a annoncé mettre en vente, à partir du 17 octobre, 10 % du capital de l'entreprise sous forme d'actions via sa plateforme d'argent mobile Telebirr. Chaque action sera achetée 300 Birr (soit environ 2,3 EUR), avec un minimum d'achat requis de 33 actions (3333 au maximum). 100 millions d'actions seront mises en vente pour les éthiopiens jusqu'au 3 janvier prochain. Ces actions seront, dans un second temps, cotées sur le marché des capitaux (dont l'ouverture est prévue prochainement). Annoncée depuis plusieurs mois, la vente de ces actions initie le processus de privatisation de l'entreprise publique des télécommunications. Plusieurs tentatives de privatisation partielle ont été menées par Ethio-Telecom ces dernières années. En février 2023, le gouvernement éthiopien avait annoncé la vente de 45 % du capital de l'opérateur aux investisseurs privés via un appel d'offre. Orange, qui s'était initialement positionné avait finalement annoncé se retirer du processus, indiquant que « les conditions ne permettaient pas le déploiement rapide de la stratégie et la réalisation d'un projet créateur de valeur pour l'entreprise ». Cette privatisation partielle s'inscrit dans le cadre du *Homegrown Economic Reforms 2.0* qui vise, entre autres, à la réforme et à l'ouverture des entreprises publiques éthiopiennes.

Ouverture du secteur des transports et de la logistique aux investissements étrangers

L'Éthiopie a annoncé l'ouverture complète du secteur de la logistique et des transports aux investisseurs étrangers dans le cadre du programme de réformes gouvernementales *HomeGrown Economic Reforms 2.0* qui a pour objectif de faciliter l'ouverture de l'économie éthiopienne. Les différents services des ports multimodaux et des ports secs ainsi que les différents modes de transports sont concernés par cette mesure. Auparavant, la régulation n'autorisait aux opérateurs étrangers de n'être que des investisseurs minoritaires de coentreprises avec des entreprises locales. La libéralisation du secteur devrait permettre de remédier aux dysfonctionnements, ce qui se traduirait par une baisse des coûts et une plus grande efficacité des services. Certains opérateurs éthiopiens émettent une certaine réserve, par peur que cette concurrence extérieure diminue leur part de marché. Une première étape de cette libéralisation avait été en mars 2024 l'ouverture du transport multimodal à trois entreprises privées, Tikur Abay, Panafric Global et Cosmos Multimodal Sc, qui devait venir concurrencer le monopole de la compagnie publique Ethiopian Shipping and Logistic Services Entreprise. Cependant, elles sont toujours dans l'attente de la délivrance d'une permission de débuter leurs opérations. Cette mesure, en parallèle des investissements dans les infrastructures routières, devrait permettre de développer les échanges commerciaux, améliorer la connectivité régionale et réduire les coûts par l'introduction de la concurrence.

Kenya

Allègement de ses coûts d'emprunt à la suite de la révision de la politique du FMI

Le Kenya sera dispensé de payer les surcharges au FMI à partir du 1^{er} novembre 2024, à la suite d'une révision de politique qui a relevé le seuil de la quote-part (de 187,5 % à 300,0 %). Selon la base de données du FMI, le Kenya paie les surcharges depuis février 2024 après avoir atteint 247,0 % de son quota de dette. Avec le prochain paiement prévu en novembre, le Kenya paiera au moins 1,5 MUSD de moins au FMI. Cette révision, qui est la première depuis 2016, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le prêteur pour réformer l'architecture financière mondiale, comme l'ont demandé les dirigeants et les économistes africains, afin de réduire les coûts d'emprunt pour les pays très endettés. Cette réforme réduira les coûts d'emprunt du FMI pour les membres de -36 % (1,2 Md USD) par an, tandis que le nombre de pays soumis à des surtaxes au cours de l'exercice 2026 diminuera (de 20 à 13).

Dévoilement de l'accord conclu entre la Ketraco et Adani

La Kenya Electricity Transmission Company (Ketraco) devrait divulguer les détails de l'accord de 739,5 MUSD conclu avec Adani, conformément aux exigences de la loi sur les partenariats public-privé. Adani Energy Solutions Limited et une unité de la Banque africaine de développement ont obtenu une concession de partenariat public-privé (PPP) pour la construction et l'exploitation de 3 lignes de transmission et de 2 sous-stations pour les trente prochaines années. Ketraco devrait discuter i) des avantages sociaux et économiques du projet, ii) de la portée du projet et de la durée du bail, iii) de la manière dont le projet sera contrôlé et fera l'objet d'un rapport pendant sa durée. Adani devrait générer des revenus pendant 30 ans avant de remettre les lignes au gouvernement kenyan en bon état. Adani prévoit de générer des revenus de 4,9 Md USD en 30 ans, soit 163,3 MUSD par an.

JP Morgan Chase obtient une licence pour ouvrir un bureau de représentation

J.P. Morgan, la plus grande banque du monde en termes de capitalisation boursière, a reçu l'autorisation officielle de la Banque centrale du Kenya (CBK) d'ouvrir un bureau de représentation dans le pays, mettant ainsi fin à une attente de 12 ans pour établir une présence sur le marché. Cette autorisation, qui précède une visite attendue au Kenya de son Directeur général, Jamie Dimon, permettra à la banque d'explorer les opportunités commerciales au Kenya et dans l'ensemble de la région d'Afrique de l'Est. Le géant bancaire américain devient la 10^{ème} banque internationale à ouvrir un bureau de représentation au Kenya, rejoignant ainsi d'autres prêteurs de pays tels que l'Afrique du Sud, la Chine, l'Égypte, la France, l'Inde, l'île Maurice, le Pakistan, et les Pays-Bas.

Madagascar

L'inflation augmente en août pour le 2^{ème} mois consécutif

D'après l'Institut national de la statistique (Instat) l'inflation s'est élevée à +7,8 % en en août g.a. (après +7,6 % en juillet et +7,2 % en juin). La hausse la plus forte est constatée dans les secteurs « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+11,2 %) et les « articles d'habillement et articles chaussants » (+11,2 %) et « l'hôtellerie, cafés et restauration » (+10,8 %). Les prix des produits de première nécessité connaissent également une hausse de +6,3 % en glissement annuel (dont +5,2 % pour le riz), tandis que les secteurs « santé » (+2,9 %) et « loisirs et culture » (+3,8 %) observent une inflation plus modérée.

Maurice

Le coût des intrants pour la construction ralentit au 2^{ème} trimestre 2024

Selon Statistics Mauritius, le coût des intrants pour la construction (pour une maison plain-pied) a augmenté de +0,4 % au 2^e trimestre 2024 en glissement trimestriel, après +2,4 % au 1^{er} trimestre.

Ouganda

Vers un report de l'exploitation pétrolière

La presse ougandaise se fait l'écho cette semaine des difficultés rencontrées sur le terrain par les parties prenantes pour le lancement de la production de pétrole dans la région du Lac Albert. Ce lancement industriel, communément appelé le « *first oil* » prévu pour fin 2025/début 2026 est susceptible de glisser dans un scénario optimiste à fin 2026/début 2027. La presse rapporte que le principal obstacle étant le financement de l'oléoduc transfrontalier EACOP (East African Crude Oil Pipeline) de 1 443 km dont le bouclage apparaît plus difficile que prévu en raison notamment de l'absence des grandes banques occidentales au tour de table. Cette situation oblige les porteurs du projet à travailler sur fonds propres avec des tensions sur les flux de trésorerie affectant les relations de travail avec les sous-contractants. Par ailleurs, le développement de l'usine de stabilisation du brut (Central Processing Facility) développée par l'américain MacDermott est entravé par ses difficultés financières affectant tout le cycle aval du projet. La Banque mondiale estime qu'au pic de production (230 000 barils par jour), les recettes pétrolières atteindraient 3 Mds USD/ par an, soit l'équivalent d'un tiers des exportations ougandaises en 2023.

Seychelles

Appui budgétaire de la Banque africaine de développement de 25 MUSD

Le Directeur de la Gouvernance et des Réformes économiques de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé lors d'une visite au Président Ramkalawan, l'approbation par le Conseil d'administration de la BAD d'un financement en prêt de 25 MUSD au bénéfice de l'archipel, au titre de la première phase de son Programme d'appui à la résilience économique et à la relance verte pour la période 2024-2026. Ce programme vise : (i) l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales, notamment à travers l'introduction d'une nouvelle taxe sur la durabilité de l'environnement touristique ; (ii) la diversification économique dans les secteurs de la pêche et du tourisme ; (iii) l'approfondissement des réformes en faveur de la résilience environnementale et climatique du pays ; et (iv) la construction d'un secteur financier plus résilient à travers la mise en place d'un régime d'agrément pour le secteur des actifs virtuels.

Soudan

Les RSF interdisent le passage des marchandises à destination de l'Égypte par voie routière

Les forces de la milice paramilitaire du soutien rapide (RSF) ont annoncé l'interdiction du passage de toute marchandise à destination des zones sous le contrôle de l'armée et de l'Égypte. Cette décision fait suite à une déclaration du chef des RSF accusant l'armée égyptienne d'avoir mené des frappes aériennes contre ses forces dans les semaines précédentes. A l'heure actuelle, Il est difficile

d'évaluer la faisabilité et l'impact réel de cette décision. Cependant, une part importante des exportations soudanaises vers l'Égypte, notamment des animaux vivants et des graines oléagineuses (sésame et arachide), proviennent des zones contrôlées par les RSF. Cette décision pourrait, en outre, affecter indirectement le flux des produits égyptiens, notamment le riz, la farine de blé et les produits légumineux, vers ces zones qui dépendent fortement de ces marchandises, compte tenu de la guerre qui perturbe les importations via Port-Soudan.

Soudan du Sud

Reprise imminente du pompage du pétrole

Le sous-secrétaire du ministère du Pétrole, en visite à Port-Soudan à la tête d'une délégation sud-soudanaise, a annoncé la reprise imminente du pompage du pétrole à travers le Soudan vers le port d'exportation de Bashayer, sur la mer Rouge, après la réparation du principal oléoduc, en panne depuis mars dernier. Le ministre a confirmé que l'opérateur de l'infrastructure, BAPCO (Bashayer Petroleum Company, anciennement Petrodar ou PDOC), a achevé les réparations de la station de pompage principale (station 6). Cette canalisation, longue de 1 500 km dotée d'une capacité de transport de 500 000 barils par jour, était hors service depuis mars en raison du conflit au Soudan. Le conflit a aggravé fortement la crise financière au Soudan du Sud, très dépendant des recettes pétrolières (plus de 90 % de ses exportations).

Tanzanie

Inscription au programme climatique du FMI et de la Banque mondiale

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé jeudi 10 octobre que la Tanzanie devenait officiellement le deuxième pays inscrit au Cadre de coopération renforcée sur le climat, un programme conjoint du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, après Madagascar. Lancée en mai, l'initiative vise à soutenir les pays les plus vulnérables en renforçant leur capacité d'adaptation aux impacts du changement climatique. Grâce à ce programme, la Tanzanie bénéficiera d'un soutien technique et financier, qui s'appuiera sur la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), approuvée en juin 2024. Cette facilité prévoit une enveloppe de 786,2 MUSD sur une période de 23 mois, destinée à financer des réformes et des projets axés sur la résilience climatique. Le changement climatique constitue une menace critique pour l'économie tanzanienne, en particulier pour des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie et la gestion de l'eau. Selon une étude de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), les pertes liées au climat pourraient à l'avenir coûter à la Tanzanie jusqu'à 2 % de son PIB chaque année.

Maersk lance un nouveau service de transport saisonnier pour les exportations de noix de cajou

Le responsable du marché de l'Afrique de l'Est de Maersk pour le transport maritime a annoncé le 14 octobre 2024 le lancement d'un nouveau service de transport saisonnier, le Korosho Express, spécialement conçu pour soutenir le commerce de la noix de cajou en Tanzanie. Le service commencera ses opérations fin octobre 2024 et se poursuivra jusqu'en février 2025, en fonction de la haute saison de la noix de cajou. Ses traversées bihebdomadaires seront réalisées depuis le port de Mtwara vers des marchés clés, comme en Chine, au Vietnam et en Inde. Le pays s'est positionné comme un acteur clé du commerce mondial de la noix de cajou : sa production annuelle fluctue entre 250 000 et 300 000 tonnes métriques, contribuant de manière significative à l'économie nationale. La Tanzanie envisage d'augmenter la production de noix de cajou à plus de 1,7 million de tonnes métriques par an.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu BRUCHON mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Éthiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Éthiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEFEBVRE samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr, paul.mainguet@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr